



MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD : UNE RÉGION AUX DEUX VISAGES

Prospérité pour les riches, austérité pour les
autres

Résumé

www.oxfam.org



OXFAM

Cette note d'information examine les inégalités croissantes dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA), plus particulièrement en Égypte, au Liban, au Maroc et en Tunisie, dans le sillage de la pandémie de COVID-19 et en pleine crise du coût de la vie. Elle revient sur le manque de fiscalité adéquate et équitable dans la région, notamment l'absence d'impôt sur la fortune. Cette situation limite la marge de manœuvre budgétaire des gouvernements et leurs dépenses consacrées aux services publics, ce qui renforce les discriminations fondées sur le genre et aggrave les inégalités dans la région MENA jusqu'à atteindre des profondeurs abyssales.

Les riches doivent payer leur juste part. L'austérité ne peut pas devenir la norme dans la région MENA. L'instauration d'une imposition des richesses pour les plus grandes fortunes dans la région fournirait les ressources essentielles qui font actuellement défaut et commencerait à combler le fossé entre les riches et les autres.

© Oxfam International octobre 2023

Ce document a été rédigé par Alexandros Kentikelenis, Amine Bouzaiene, Sahar Mechmech, Rowaida Moshref, et Nabil Abdo. Oxfam remercie Marwa El-Ansary, Nadine Mezher, Salma Jrad, Roslyn Boatman, Dorra Chaouachi, Susana Ruiz Rodriguez, Anjela Taneja, Emma Seery, Anthony Kamande, Kate Donald, Dana Abed, Hadeel Qazzaz, Max Lawson et Amina Hersi pour leur assistance dans sa réalisation. Pour toute information complémentaire, veuillez contacter : advocacy@oxfaminternational.org

Ce document est soumis aux droits d'auteur, mais peut être utilisé librement à des fins de plaidoyer, de campagne, d'éducation et de recherche moyennant mention complète de la source. Le détenteur des droits demande que toute utilisation lui soit notifiée à des fins d'évaluation. Pour copie dans toute autre circonstance, réutilisation dans d'autres publications, traduction ou adaptation, une permission doit être accordée et des frais peuvent être demandés. Envoyez un e-mail à policyandpractice@oxfam.org.uk.

Les informations contenues dans ce document étaient correctes au moment de la publication.

Publié par Oxfam GB pour Oxfam International en octobre 2023.

DOI : 10.21201/2023.621549

Oxfam GB, Oxfam House, John Smith Drive, Cowley, Oxford, OX4 2JY, Royaume-Uni.

Photo de couverture : Un enfant réfugié syrien se repose sur un banc après avoir vendu des fleurs sur la Corniche de Beyrouth. Crédit : Oxfam / Christian Harb.

Traduit de l'anglais par eXceLingua (Pierre Le Grand ; Jérôme Richard)

RESUME

La pandémie, une crise historique du coût de la vie et une dette publique croissante ont mis à mal les économies de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA). Alors que les personnes riches ont vu leur fortune croître, les autres peinent à se remettre des chocs économiques successifs.

En 2011, lors du Printemps arabe, des citoyen·nes de toute la région sont descendu·es dans la rue pour réclamer la dignité, des emplois et la justice sociale. Plus de dix ans plus tard, la population semble n'avoir récolté que l'austérité, le chômage et la pauvreté. Figurant déjà parmi les régions les plus inégales au monde avant même la pandémie, la région MENA a vu le fossé des inégalités se creuser au point de former un gouffre. Les 10 % les plus riches se sont accaparé la moitié des revenus totaux, tandis que la moitié la plus pauvre a dû se partager 11 % seulement¹.

Bien qu'elle ait fait des ravages dans le monde et dans la région, la pandémie a été considérée comme une occasion de « reconstruire en mieux », ce qui a été le cas pour les personnes riches. En utilisant leur pouvoir pour façonner et enraciner les politiques et les pratiques à leur avantage, elles ont continué à s'enrichir aux dépens des autres.

Dans la région, les milliardaires ont accumulé plus de richesses pendant la pandémie qu'au cours de la décennie précédente². Rien qu'en 2020, 7 des 13 milliardaires de la région MENA ont augmenté leur fortune de 22 %, soit au total de 6 milliards de dollars³. Entre-temps, les espoirs que la pandémie aiderait la région à se libérer des décennies d'austérité qui ont paralysé, épuisé et coûté la vie à beaucoup de ses habitant·es ont été balayés. Dans les faits, la pandémie a même renforcé cette tendance.

Dans la région, des décennies de politiques d'austérité ont affaibli les institutions publiques et rendu les économies fortement tributaires du travail informel, du travail non rémunéré des femmes et de services publics privatisés, exacerbant les inégalités car uniquement abordables pour un nombre de plus en plus restreint de personnes.

L'austérité s'est révélée « fructueuse » pour les personnes qui ont la mainmise sur la richesse et le pouvoir. Elle a démantelé les systèmes de protection sociale, privatisé des services publics essentiels et permis aux riches de ne pas payer leur juste part d'impôts. C'est pourquoi elle persiste dans la région MENA, malgré ses répercussions sociales et économiques désastreuses.

Au lieu de taxer les riches particuliers et les entreprises pour financer la réponse à la pandémie, les gouvernements de la région MENA ont procédé à des coupes dans diverses prestations comme l'assurance maternité en Jordanie, les retraites en Égypte et les salaires de la fonction publique en Tunisie. La fragilité des programmes existants en matière d'aide et protection sociales a été révélée au grand jour alors que le chômage montait en flèche et que la hausse des prix de l'énergie et des denrées alimentaires plongeait davantage de personnes dans la pauvreté. La dette

publique a bondi dans tous les pays de la région, le Liban voyant sa dette augmenter de 151 % en 2020 et se retrouvant en défaut de paiement la même année⁴.

Alors que le Liban a connu un effondrement économique sans précédent, les individus les plus riches du pays ont vu leur richesse nette doubler entre 2020 et 2022, passant de 18,7 à près de 35 milliards de dollars. Alors que l'Égypte se remettait à peine d'une crise financière, les riches Égyptiens ont vu leur richesse augmenter de plus de 50 % pour passer de 99,7 à 153,9 milliards de dollars. En Jordanie et au Maroc, l'élite fortunée a également prospéré entre 2019 et 2022, la richesse nette des personnes les plus riches passant respectivement de 19 à 31 milliards de dollars et de 28,6 à 31,5 milliards de dollars⁵.

Tandis que les gains financiers faramineux amassés dans les pays de la région MENA n'ont pas été taxés, les personnes vivant dans la pauvreté et les classes moyennes en ont payé le prix par le biais de mesures d'austérité toujours plus strictes, les finances publiques étant asséchées sous la pression d'un service de la dette de plus en plus lourd.

L'austérité, l'économie informelle, l'absence de protection sociale et enfin la pauvreté vont de pair. La prévalence de l'emploi informel dans la région (qui représente environ 60 % de l'emploi total⁶) est directement liée à la maigre part de la croissance économique bénéficiant à la moitié la plus pauvre de la population. Les mesures d'austérité qui ont entraîné l'affaiblissement du secteur public ont poussé des millions de personnes vers des emplois informels et précaires qui ne leur offrent que peu ou pas de protection sociale, plongeant un nombre croissant de personnes dans la pauvreté. Un tiers de la population égyptienne, jusqu'à 16 % de la population tunisienne et 82 % de la population libanaise vivent en dessous du seuil de pauvreté ou dans une pauvreté multidimensionnelle^{7,8}, tandis qu'un très petit nombre d'individus fortunés et leurs familles s'accaparent le plus gros des richesses et des revenus.

La protection sociale est un droit humain fondamental et constitue un filet de sécurité vital en cas de crise. Or, dans toute la région, les régimes de protection sociale qui étaient déjà sous-financés et sous-développés avant la pandémie n'ont pas été en mesure de fournir ce filet de sécurité au moment où les gens en avaient besoin. Seulement 14 % de la population libanaise et 50 % de la population tunisienne étaient couvertes par au moins une forme de protection sociale en 2020⁹. En Égypte, moins de deux tiers (60 %) des personnes en situation de pauvreté ont accès à des mesures de protection sociale¹⁰.

Les institutions financières internationales ont contribué à ce sombre tableau dans la région MENA. Elles ont en effet encouragé les mesures d'austérité par leurs conditions d'octroi de prêts, en soutenant les gouvernements pour qu'ils démantèlent les régimes universels en faveur de filets de protection sociale ciblés qui excluent la majeure partie de la population. Dans leur quête pour remplir les conditions politiques d'accès au financement international, les gouvernements ont de leur côté sous-financé les services publics comme les soins de santé et l'éducation. Cela a créé un système « à deux vitesses » dans lequel les familles riches

jouissent d'un meilleur accès à l'éducation et aux soins de santé privés, tandis que les autres doivent se contenter d'hôpitaux vétustes et de classes bondées. En Tunisie par exemple, les infrastructures scolaires se détériorent : 1 415 écoles élémentaires ne sont pas raccordées à l'eau et on estime que plus de 100 000 élèves sortent du système scolaire chaque année¹¹.

Dans la région MENA, ce sont les femmes qui souffrent le plus de l'austérité et qui absorbent une grande partie de ses impacts négatifs, car le travail de soin non rémunéré qu'elles assurent comble les lacunes créées par la détérioration des services publics. Elles consacrent jusqu'à 34 heures par semaine au travail non rémunéré, contre 5 heures pour les hommes¹². Les femmes sont aussi très nettement sous-représentées dans la main-d'œuvre rémunérée : la région présente la part du revenu du travail des femmes la plus faible au monde, avec 12 %¹³. Elles occupent également la majeure partie des emplois du secteur des soins dans la fonction publique : 67 % en Égypte, 72 % en Jordanie et 52 % en Tunisie. Ainsi, lorsque des mesures d'austérité comme celles soutenues par le Fonds monétaire international (FMI) sont mises en œuvre, qui impliquent généralement la perte de nombreux emplois dans le secteur public, les femmes sont touchées de manière disproportionnée.

En l'absence d'un impôt sur la fortune, les gouvernements de la région ont eu recours à une austérité néfaste plutôt que de s'appuyer sur des politiques de réduction des inégalités. Le FMI lui-même a estimé que « la différence entre la perception effective et potentielle des impôts représente en moyenne environ 14 % du PIB (hors pétrole et gaz) »¹⁴, soit le triple de ce que la région a dépensé pour les seuls soins de santé en 2020.

Dans l'ensemble, l'impôt sur le revenu dans la région MENA représente moins de 2 % du PIB. À titre de comparaison, il représente 8,31 % du PIB dans les pays de l'OCDE (Organisation de coopération et développement économique)¹⁵. En outre, les taux d'imposition des personnes physiques ont de plus en plus tendance à diminuer pour les hauts revenus et à augmenter pour les bas salaires, ce qui ne fait qu'accentuer les niveaux d'inégalité flagrants dans la région. Il en va de même pour les entreprises, la région MENA étant à la pointe des exonérations fiscales accordées aux grandes entreprises.

La Tunisie est actuellement le seul pays de la région à taxer la fortune nette (à un faible taux de 0,5 % sur la valeur des actifs immobiliers de plus de 3 millions de dinars) alors que la fiscalité progressive demeure une promesse non tenue. Cette ressource fiscale n'étant pas exploitée, le poids de la dette publique pèse sur la majorité de la population. Au lieu d'être investi dans des services publics susceptibles de réduire les inégalités, l'argent des contribuables est englouti par le service de la dette publique détenue par les riches. Une classe moyenne taxée de manière disproportionnée, des impôts payés par les personnes au salaire minimum et des privilèges fiscaux accordés aux riches : un cocktail qui nourrit les inégalités de revenus dans la région et contrecarre les possibilités de transformation et de reprise économiques.

La région MENA est également un paradis pour les entreprises qui

bénéficient d'incitations fiscales substantielles, au détriment de la croissance des finances publiques. Le coût total des incitations fiscales au Maroc en 2021 correspondait à l'ensemble du budget de la santé pour cette année-là¹⁶. En Tunisie, la valeur des incitations fiscales accordées aux entreprises, soit 7,75 milliards de dollars, était supérieure au budget de l'éducation et deux fois plus élevée que celui de la santé¹⁷.

Ces systèmes d'imposition injustes et inégaux soulignent la promesse non tenue du FMI de soutenir une fiscalité juste et des systèmes d'imposition équitables par le biais de ses nouveaux programmes de prêts avec les pays de la région. Alors que les conseils politiques qu'il prodigue à ces pays appellent souvent à la mise en place de systèmes d'imposition équitables qui contrôlent efficacement les entreprises et les particuliers fortunés, ses propres mesures ne tiennent souvent pas compte de ces recommandations. Là où le FMI avait initialement préconisé des réformes de l'impôt sur le revenu des personnes physiques ou morales dans les pays de la région MENA, les politiques introduites ont été soit aléatoires, soit timorées, soit éludées par celles et ceux qu'elles ciblaient. Par contre, les efforts enthousiastes déployés par le FMI pour étendre la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et supprimer les subventions ont été plus largement adoptés, les populations les plus pauvres ressentant le plus durement leurs effets négatifs.

Le manque à gagner n'est pas seulement dû à des systèmes d'imposition défectueux, obsolètes et qui accroissent les inégalités ; la fraude et l'évasion fiscales sont également monnaie courante dans la région. Les systèmes d'imposition « poreux » sont le résultat d'administrations fiscales en sous-effectif et sous-financées, de réglementations complexes et du recours abusif aux paradis fiscaux. En 2018, le Liban à lui seul a accusé un manque à gagner fiscal d'environ 5 milliards de dollars à cause de l'évasion fiscale¹⁸.

Dans la région, les particuliers disposant d'une fortune nette de plus de 5 millions de dollars ont vu leur richesse combinée passer de 1 684 milliards de dollars en 2019 à près de 3 000 milliards de dollars fin 2022. Alors que d'autres gouvernements dans le monde ont entrepris de mettre en œuvre des réformes fiscales progressives, les gouvernements de la région MENA sont restés fidèles aux anciens paradigmes, avec des conséquences désastreuses pour un grand nombre des personnes les plus pauvres de ces pays.

Dans les quatre pays étudiés dans ce rapport (Égypte, Jordanie, Liban et Maroc), un impôt sur la fortune de 5 % pour les personnes dont la fortune est supérieure ou égale à 5 millions de dollars générerait des recettes combinées de 10 milliards de dollars. Ces fonds pourraient être utilisés pour renforcer et étendre les services publics et les politiques à celles et ceux qui en ont le plus besoin. Ils permettraient par exemple à l'Égypte de doubler son budget de santé. La Jordanie pourrait quant à elle doubler son budget de l'éducation. Enfin, le Liban pourrait multiplier par sept son budget combiné de santé et d'éducation.

S'il incombe en dernier ressort aux gouvernements de la région de réformer leur système fiscal au profit de leurs citoyen·nes, les acteurs internationaux

doivent jouer un rôle clé pour garantir la mise en œuvre et la réussite de ces réformes. Le FMI a favorisé les inégalités aujourd'hui omniprésentes en encourageant de nombreuses politiques néfastes qui ont permis aux individus les plus riches de la région de s'enrichir encore davantage. L'institution façonne les programmes économiques nationaux et pourrait définir des conditions à même de réparer bon nombre de ses propres erreurs. Elle pourrait notamment démanteler les politiques qui creusent les inégalités au lieu d'en créer de nouvelles. Plus important encore, le FMI pourrait proposer des mesures de lutte contre l'austérité et les inégalités qui promeuvent une fiscalité progressive et un impôt sur la fortune afin de rétablir les services sociaux et les filets de sécurité défailants.

RECOMMANDATIONS

Nous ne pouvons pas laisser l'austérité devenir la norme dans la région MENA. L'imposition des bénéfices des personnes les plus riches de la région pourrait fournir des ressources vitales pour commencer à combler le gouffre qui s'est creusé entre les riches et les autres.

RECOMMANDATIONS ADRESSEES AUX GOUVERNEMENTS DE LA REGION :

FIXER DES OBJECTIFS NATIONAUX POUR LUTTER CONTRE LES INÉGALITÉS

- Collecter et publier chaque année des données sur les revenus et la fortune des personnes physiques.
- Exploiter ces données pour analyser l'impact distributif de toutes les politiques proposées.
- Travailler avec la société civile et d'autres acteurs pour élaborer des plans nationaux de réduction des inégalités.
- Fixer des objectifs clairs et limités dans le temps pour réduire les inégalités, de sorte que le revenu des 10 % les plus riches ne soit pas supérieur à celui des 40 % les plus pauvres (soit un ratio de Palma de 1).

TAXER LES RICHES - MAINTENANT

- Appliquer un impôt de solidarité unique d'au moins 5 % sur le patrimoine net des 1 % les plus riches.
- Appliquer un impôt progressif permanent sur la fortune, avec un taux permanent d'au moins 2 % sur la fortune nette.
- Renforcer la progressivité des régimes de l'impôt sur le revenu des personnes physiques en veillant à ce que le taux effectif des super-riches soit beaucoup plus élevé que celui des travailleurs et travailleuses moyennes et de la classe moyenne.
- Instaurer des droits de succession progressifs qui permettent une contribution équitable des grandes successions aux efforts de recouvrement des gouvernements.
- Introduire des taxes foncières progressives qui garantissent une contribution équitable des principaux propriétaires fonciers et immobiliers aux efforts de mobilisation des ressources nationales.
- Rendre l'impôt sur le revenu des sociétés plus efficace et abolir les régimes fiscaux préférentiels, en particulier pour les zones spéciales et éligibles, et réexaminer les incitations et exonérations fiscales actuelles sous l'angle de l'équité et de la justice sociale, de la justice de genre et de la justice fiscale.

- Imposer les revenus passifs provenant d'actifs tangibles et intangibles à des taux suffisamment significatifs pour permettre la mobilisation de ressources nationales, en éliminant les incitations fiscales sur les revenus passifs et en les alignant sur les taux applicables aux revenus du travail des personnes physiques.
- Réformer les systèmes d'imposition existants pour garantir l'équité et la redistribution des richesses et des revenus, et pour financer des systèmes universels et transformateurs de soins publics et de protection sociale. Réorienter également les ressources pour jeter les bases d'économies productives, inclusives et plus vertes grâce à des systèmes appropriés d'incitations et de dissuasions, afin de restructurer les économies en évitant une dépendance excessive vis-à-vis du tourisme, de la rente et des services bas de gamme.
- Veiller à ce que les recettes générées par les politiques fiscales et la fiscalité respectent les principes de budgétisation sensible au genre qui permettent de lutter contre les inégalités et de promouvoir la justice de genre.
- Instaurer la transparence et la redevabilité fiscales en rendant les données fiscales disponibles, en particulier concernant l'impôt sur le revenu des personnes physiques et des sociétés.
- Réduire la dépendance à l'égard des taxes à la consommation injustes et régressives, c'est-à-dire :
 - s'abstenir d'augmenter les taux généraux de la TVA ;
 - exonérer de la TVA les biens et services de première nécessité ;
 - augmenter la TVA sur les produits et services ne concernant que les ménages aisés.
- Renforcer les administrations fiscales nationales et leur fournir les ressources financières, humaines, techniques et logistiques nécessaires pour lutter contre la fraude fiscale et suivre les contributions fiscales des particuliers et des entreprises les plus riches.
- Œuvrer en faveur d'une coopération régionale et internationale pour :
 - fixer un taux d'imposition effectif minimum sur les sociétés supérieur à 15 %, à percevoir au niveau national ;
 - lutter contre le transfert des bénéfices.
- Soutenir la mise en place d'une convention fiscale des Nations Unies afin d'améliorer globalement l'efficacité et la coordination sur les questions fiscales et de s'attaquer aux paradis fiscaux, aux abus fiscaux des multinationales et aux autres flux financiers illicites qui entravent la redistribution et privent les États de ressources pourtant cruciales pour lutter contre les inégalités de genre.

POLITIQUES DE LUTTE CONTRE LES INÉGALITÉS

- Proposer des services publics gratuits, universels, de bonne qualité et transformateurs en matière de genre, financés et fournis par l'État, et

mettre en place une protection sociale universelle (à tou·tes, sans discrimination, y compris aux personnes migrantes et réfugiées), comme un outil de réduction des inégalités et de renforcement de la cohésion sociale.

- Augmenter les investissements publics dans l'eau et l'électricité, ainsi que dans des systèmes de transport sûrs. Cela réduirait le travail de soin non rémunéré effectué par les femmes et profiterait aux communautés vulnérables et marginalisées.
- Veiller à ce que des services de garde d'enfants de qualité soient universellement disponibles et accessibles aux communautés vulnérables. Les politiques devraient aller au-delà de la garde d'enfants et se fonder sur le principe du partage de la responsabilité. Cela inclut la prise en charge des personnes âgées, des personnes handicapées ou malades, et de toute autre personne ayant besoin de soins, en particulier les personnes issues des ménages les plus pauvres.

LE FMI DOIT ÊTRE UN PARTENAIRE DANS LA RÉDUCTION DES INÉGALITÉS DANS LA RÉGION

Le FMI est un acteur historiquement influent dans la région MENA. Il fournit actuellement une assistance financière à au moins trois pays, et au moins deux autres négocient un programme de prêt.

Le FMI devrait préconiser aux pays des mesures alternatives pour garantir un relèvement davantage centré sur l'humain après la pandémie et les crises économiques. Il devrait :

- Insister auprès des gouvernements pour qu'ils mesurent les inégalités et qu'ils collectent et publient chaque année des données sur la richesse et les revenus.
- Travailler avec les autorités pour fixer des objectifs clairs et limités dans le temps pour réduire les inégalités.
- Veiller à ce que tous les objectifs macro-économiques et autres réformes structurelles des programmes de prêts fassent l'objet d'une analyse des effets redistributifs afin de s'assurer qu'ils réduisent (plutôt que de creuser) les inégalités.
- Intégrer dans son analyse d'autres objectifs macro-économiques des programmes, comme l'inflation et les déficits budgétaires, y compris le rythme auquel ils doivent être réduits et le niveau à viser. Le niveau optimal des réserves de change devrait également être débattu, en envisageant de manière transparente les avantages et les inconvénients des différents scénarios.
- Faire en sorte que les décisions macro-économiques fondamentales ne soient pas prises à huis clos par les chef·fes de mission du FMI avec les ministres des Finances. Elles doivent au contraire s'inscrire dans un dialogue national inclusif et transparent, au cours duquel différentes options sont présentées et débattues et dont émerge un large consensus sur la stratégie économique et fiscale appropriée à suivre.
- Mettre fin à tous les efforts visant à promouvoir des politiques fiscales régressives dans les recommandations adressées aux gouvernements,

notamment en supprimant les propositions visant à introduire des taxes à la consommation ou à les augmenter.

- Remplacer l'accent disproportionné mis sur la fiscalité indirecte par un soutien accru à la conception et à la mise en œuvre de politiques de fiscalité directe progressives, notamment :
 - favoriser le recrutement et le financement des administrations fiscales et cesser de promouvoir le gel des embauches dans les services publics ;
 - fournir une assistance technique dans la conception de la fiscalité du patrimoine et des sociétés.
- Abandonner les mesures d'austérité au profit d'une fiscalité progressive et de voies d'ajustement économique plus progressives et qui réduisent les inégalités.
- Se montrer à la hauteur de son propre narratif sur la lutte contre les inégalités en mettant véritablement en œuvre ses directives organisationnelles relatives à la lutte contre les inégalités économiques et de genre.
- Donner la priorité aux services publics et à la protection sociale universelle dans ses programmes de prêts aux pays :
 - en garantissant une marge de manœuvre budgétaire suffisante pour maintenir et accroître la prestation de services publics, et en levant tous les obstacles aux dépenses publiques (comme les plafonds salariaux) ;
 - en promouvant des services publics universels, de bonne qualité et gratuits, qui réduisent clairement les inégalités et la pauvreté (par exemple, en augmentant les budgets consacrés à la santé et à l'éducation pour redresser la barre et les aligner aux niveaux convenus à l'échelle internationale). Cela devrait inclure la suppression de tous les paiements par les usagers et un financement de la santé et de l'éducation basé sur l'impôt. Il faudrait également recruter un nombre suffisant d'enseignant-es et d'agent-es de santé et les rémunérer décentement.

NOTES

- ¹ F. Alvaredo, L. Assouad, and T. Piketty (2019). Measuring Inequality in the Middle East 1990–2016: The World's Most Unequal Region? *Review of Income and Wealth* 65, no. 4: 685–711. <https://doi.org/10.1111/riw.12385>
- ² Forbes Middle East (25 novembre 2020), Arab Billionaires Added Nearly \$11B To Their Fortunes Despite The Pandemic. <https://www.forbesmiddleeast.com/billionaires/arab-billionaires/arab-billionaires-added-over-%2410b-to-their-fortunes-despite-covid-19-pandemic>
- ³ Ibid.
- ⁴ Dette brute de l'administration publique (% du PIB), Perspectives de l'économie mondiale (avril 2023), FMI
- ⁵ Forbes Middle East (25 novembre 2020), Arab Billionaires Added Nearly \$11B To Their Fortunes Despite The Pandemic. <https://www.forbesmiddleeast.com/billionaires/arab-billionaires/arab-billionaires-added-over-%2410b-to-their-fortunes-despite-covid-19-pandemic>
- ⁶ OIT (2023), Indicateur 8.3.1 relatif aux ODD - Proportion de l'emploi informel dans l'emploi total (%); <https://ilostat.ilo.org/topics/informality/>. Aucune donnée n'est disponible pour le Maroc.
- ⁷ Taux de pauvreté selon le seuil national de pauvreté, Indicateurs du développement dans le monde, Banque mondiale. <https://databank.banquemondiale.org/reports.aspx?source=world-development-indicators>
- ⁸ CESA0 des Nations Unies (2021), Multidimensional Poverty in Lebanon (2019- 2021), Disponible à l'adresse : https://www.unescwa.org/sites/default/files/news/docs/21-00634-multidimensional_poverty_in_lebanon_policy_brief_en.pdf
- ⁹ OIT (juin 2021), World Social Protection Database, based on the Social Security Inquiry (SSI). Disponible à l'adresse : <https://www.social-protection.org/gimi/WSPDB.action?id=15>
- ¹⁰ Egypt Social Progress Indicators (2022). Disponible à l'adresse : <https://www.progres-segypt.org/en/indicator.html#cash-transfer>
- ¹¹ R. Mabrouki (2021), Marginalisation et effondrement de l'école publique en Tunisie : Avons-nous fait face à une éducation de classe qui consacre l'inégalité entre les enfants de différentes classes sociales ? Disponible à l'adresse : <https://ftdes.net/marginalisation-et-effondrement-de-lecole-publique-en-tunisie-avons-nous-fait-face-a-une-education-de-classe-qui-consacre-linegalite-entre-les-enfants-de-differentes-classes-s/>
- ¹² ONU Femmes (2020), The Role of the Care Economy in Promoting Gender Equality. Disponible à l'adresse : <https://arabstates.unwomen.org/en/digital-library/publications/2020/12/the-role-of-the-care-economy-in-promoting-gender-equality#view>
- ¹³ T. Neef et A-S. Robilliard (2021), Half the Sky? The Female Labor Income Share in a Global Perspective. World Inequality Lab. Working paper [2021/22]. Disponible à l'adresse : <https://wid.world/document/half-the-sky-the-female-labor-income-share-in-a-global-perspective-world-inequality-lab-working-paper-2021-22/>
- ¹⁴ J. Azour, P. Muthoora et G. Verdier (2020), Le Moyen-Orient a besoin d'une fiscalité plus équitable pour favoriser la croissance et réduire les inégalités. Disponible à l'adresse : <https://www.imf.org/fr/Blogs/Articles/2022/07/06/middle-east-needs-fairer-taxes-to-aid-growth-and-ease-inequality>
- ¹⁵ OCDE (2021), Impôt sur le revenu des personnes physiques - OCDE Données. Disponible à l'adresse : <https://data.oecd.org/fr/tax/impot-sur-le-revenu-des-personnes-physiques.htm>
- ¹⁶ Ministère de l'Économie et des Finances, Royaume du Maroc (2022), Projet de Loi de Finances pour l'année budgétaire 2022, Rapport sur les dépenses fiscales, page 9.
- ¹⁷ Ministère des Finances tunisien (2022), Projet de loi de finances pour l'année 2023 : Le rapport sur les Dépenses Fiscales et les Avantages Financiers, Annexe 12, page 30.
- ¹⁸ The Financial Tribune [31 août 2018], Lebanon Loses Billions to Tax and VAT Evasion. Disponible à l'adresse : <https://financialtribune.com/articles/world-economy/92632/lebanon-loses-billions-to-tax-and-vat-evasion>

OXFAM

Oxfam est une confédération internationale de 21 organisations qui travaillent avec leurs partenaires et alliés pour aider des millions de personnes à travers le monde. Ensemble, nous combattons les inégalités pour mettre fin à la pauvreté et aux injustices, aujourd'hui et sur le long terme, pour un futur à égalité. Pour de plus amples informations veuillez contacter les différents affiliés ou visiter www.oxfam.org

Oxfam Amérique (www.oxfamamerica.org)

Oxfam Aotearoa (www.oxfam.org.nz)

Oxfam Australie (www.oxfam.org.au)

Oxfam-en-Belgique (www.oxfamsol.be)

Oxfam Brésil (www.oxfam.org.br)

Oxfam Canada (www.oxfam.ca)

Oxfam Colombie (lac.oxfam.org/countries/colombia)

Oxfam France (www.oxfamfrance.org)

Oxfam Allemagne (www.oxfam.de)

Oxfam GB (www.oxfam.org.uk)

Oxfam Hong Kong (www.oxfam.org.hk)

Oxfam IBIS (Danemark) (www.oxfamibis.dk)

Oxfam Inde (www.oxfamindia.org),

Oxfam Intermón (Espagne) (www.oxfamintermon.org)

Oxfam Irlande (www.oxfamireland.org)

Oxfam Italie (www.oxfamitalia.org)

Oxfam Mexique (www.oxfamexico.org)

Oxfam Novib (Pays-Bas) (www.oxfamnovib.nl)

Oxfam Québec (www.oxfam.qc.ca)

Oxfam Afrique du Sud (www.oxfam.org.za)

KEDV (www.kedv.org.tr)